

En réponse à des allégations de responsables étrangers

## Sellal : «L'Algérie maîtrise la situation économique»

Page 3

**Les voies pas si mystérieuses de la normalisation**

Par Mohamed Habili

Plus que tout deux éléments vont gouverner dans les semaines et mois qui viennent le cours des choses dans le pays : d'une part l'état de santé du président, dont beaucoup dépend, et de l'autre le calendrier électoral, qui va devenir de plus en plus pressant, et qui lui s'identifie dans une large mesure avec le simple passage du temps. A sa manière, il n'en comporte pas moins un fort pouvoir de polarisation, et pour ainsi dire, de normalisation. La santé du chef de l'Etat exercera une grande influence sur la marche des événements, mais toutefois pas dans tous les cas de figure, uniquement dans celui où elle vient à empirer. Il suffit qu'elle soit stationnaire, et que surtout elle ne se retrouve pas sous les feux de la rampe, comme elle le fut dernièrement à la suite de la visite du Premier ministre français, qui s'était arrangé avec malveillance pour qu'elle le fût, pour qu'elle soit en quelque sorte neutralisée, un élément d'inquiétude sans doute, mais ni plus ni moins qu'un autre risque, comme celui d'une rechute des cours du pétrole, par exemple, ou l'épuisement de nos réserves financières. Même que si au contraire elle devait s'améliorer au point de permettre à Bouteflika d'assumer l'ensemble des servitudes inhérentes à sa charge de chef d'Etat, et d'abord celles qui ressortent à l'apparat, comme de recevoir des visiteurs étrangers de haut rang, il n'en résulterait pas pour autant une donne nouvelle, mais une simple consolidation de ce qui existe déjà.

Suite en page 3

«Une mesure nécessaire», selon Boudiaf

# La carte sanitaire bientôt révisée



«Dans le cadre de la modernisation de notre système de santé, il est nécessaire de procéder à la révision de la carte sanitaire», a affirmé, avant-hier à Tébessa, le ministre de la Santé. Page 2

Aquaculture

## Tizi-Ouzou en pole position dans l'élevage de poisson

Page 4



Film d'animation dédié au conte africain

## Projection à Alger de «Tales of Africa»

Page 13



«Une mesure nécessaire», selon Boudiaf

# La carte sanitaire bientôt révisée

■ «Dans le cadre de la modernisation de notre système de santé, il est nécessaire de procéder à la révision de la carte sanitaire», a affirmé, avant-hier à Tébessa, le ministre de la Santé.

De nos envoyés spéciaux à Tébessa, Yacine Djadel et Soraya Elhaddad

Lors de sa visite d'inspection dans la wilaya de Tébessa, Abdelmalek Boudiaf a relevé l'intérêt d'une révision générale de la carte sanitaire à l'échelle nationale. Une mesure qui pour lui est des plus nécessaires, car elle permettra à notre système de soins d'être plus efficace à l'avenir, a-t-il laissé entendre. Cette stratégie consistera précisément en la réinstallation d'un réseau performant d'échange et de communication pour que les différents secteurs activant dans la santé puissent travailler ensemble. «Le but de notre politique sanitaire est d'avoir une organisation totale au niveau national pour que le patient qui veut se soigner puisse le faire dans les meilleures conditions, surtout dans le secteur public, et arriver ainsi à régler en entier le problème des couvertures sociales», a-t-il souligné. Pour ce qui est de la wilaya de Tébessa, tout en manifestant sa déception quant à l'insuffisance des prises en charge concernant la médecine familiale, le ministre a demandé à tous les responsables d'unité de santé la préparation de circonscription, et ce, en vue d'appliquer prochainement cette nouvelle mesure. Par ailleurs, un jumelage est prévu au programme entre les secteurs privé et public. Pour ce qui est de l'obtention de plus de résultats probants, que ce soit dans cette wilaya comme dans le reste du pays, M. Boudiaf attend beaucoup des travailleurs de la santé et les appelle à l'occasion à fournir plus d'efforts sur le terrain, à plus forte raison que le ministère de la Santé a ouvert, pour rappel, tout un programme de formation continue destiné à professionnaliser davantage le secteur. Sur ce point, le ministre n'a pas omis de rappeler que dans le cadre d'un meilleur progrès et pour plus de contrôle du secteur privé, son département a prévu des opérations d'inspection qui seront menées sur tout le territoire national.

Pour endiguer le phénomène de l'anarchie sévissant encore



PH/E. Soraya/J. A.

dans nombre de nos établissements sanitaires et pour un meilleur suivi sur le terrain, le ministre de la Santé a annoncé, depuis Tébessa, que des opérations d'inspection seront bientôt lancées et concerneront plus de 60 secteurs relevant du privé. Celles-ci feront l'objet, à chaque fin d'inspection, d'un rapport d'évaluation détaillé qui lui sera ensuite adressé pour être informé de ce qui se passe réellement sur les lieux. Par ailleurs, en ce qui concerne l'affaire du chercheur algérien qui a inventé le «médicament miracle» contre la pathologie du diabète et qui, rappelle-t-on, a suscité de vives réactions médiatiques ces derniers jours, M. Boudiaf a insisté pour apporter son éclairage.

**Le Diabexin : plutôt un complément de médicament qu'un médicament**

Suite à la découverte récente du «Diabexin» par le D' Toufik

Zaibat, remède soignant le diabète, et qui, à la fois, a suscité autant d'intérêt que de controverse, le ministre de la Santé, tout en réaffirmant la crédibilité de ce traitement, a toutefois mis l'accent sur une nuance qui apparemment change toute la portée de cette découverte. «Le Diabexin découvert par le D' Zaibat, est plutôt un complément de médicament agissant contre la maladie du diabète qu'un médicament à part entière. Cependant, son intérêt est important pour la santé de milliers de diabétiques», a-t-il déclaré en substance.

En marge de la conférence tenue samedi soir au siège de la wilaya de Tébessa, le ministre de la Santé, en présence de Ali Bougara, wali de Tébessa, a rappelé les points essentiels concernant sa visite dans cette wilaya. A ce propos, en dressant un bilan très satisfaisant quant à tout le développement enregistré dans le domaine de la santé et en soulignant que «la ville de

Tébessa a connu un changement radical entre 2013 et 2016, notamment sur le plan des CHU», le ministre n'a pas manqué d'instruire les différents responsables d'établissement quant à la multiplication de leur efforts dans la santé de proximité qui, selon lui, demeurent toujours largement insuffisants. S'agissant des nouvelles instructions pour la saison estivale, Abdelmalek Boudiaf a appelé les directeurs de chaque établissement du pays à se préparer d'abord pour les examens des élèves ainsi que l'avènement du mois de carême.

**Instructions du ministre pour le ramadhan**

Pour ce qui est de l'avènement du mois de ramadhan, outre le fait d'accentuer les opérations de solidarité envers les citoyens, le ministre de la Santé a demandé à tous les directeurs d'établissements sanitaires de s'assurer quant à la permanence

obligatoire du personnel médical et ce, en vue d'une bonne gestion des prestations de soins pour le malade, notamment en cette période estivale où tous les travailleurs de la santé aspirent au congé annuel.

A ce fait s'ajoute la nécessité de lancer des campagnes d'information et de sensibilisation dans les différents médias pour que les patients ne puissent pas mettre en péril leur état de santé à cause du jeûne. A ce propos Boudiaf a précisé que ce genre d'initiative ne sera entreprise qu'avec la collaboration du ministère des Affaires religieuses. Le volet sécuritaire a été également mis à l'ordre du jour, et M. Boudiaf n'a pas manqué de donner des directives sur le renforcement de la sécurité durant le mois de carême. «La sécurité des citoyens est primordiale», a-t-il indiqué.

D'ailleurs pour ce qui est de la sécurité se rapportant directement à la santé publique, le ministre, lors d'une visite samedi dernier dans la commune de Bouchebka à Tébessa, a insisté auprès des services des douanes en leur donnant des instructions à faire preuve de plus de vigilance, notamment concernant les maladies contagieuses qui nous viennent des frontières avec la Tunisie.

**Poste frontalier de Bouchebka : un lieu à contrôler davantage, selon Boudiaf**

En effet, le ministre a instruit, lors de sa visite d'inspection dans la ville de Tébessa, les services des douanes de la commune de Bouchebka à redoubler de vigilance quant aux nombreux flux de personnes transitant par ce poste frontalier avec la Tunisie. Ce point stratégique est, selon Boudiaf, un lieu qui peut être vecteur de plusieurs épidémies dangereuses comme l'Ebola ou la grippe aviaire. Par conséquent, il est impératif de faire passer tous les étrangers (Tunisiens, Africains ... etc.) par le portail automatique dont ils disposent. Par ailleurs, le ministre a insisté sur le fait de soigner les personnes atteintes par ces maladies. **Y. D.**

Carte grise biométrique

## Nouveau modèle de matricule

Le projet de carte grise biométrique, dont la mise en circulation sera effective à la fin de l'année 2016, comportera un nouveau modèle de plaque d'immatriculation alphanumérique, a annoncé, hier à Alger, un responsable du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales. «Ce nouveau modèle de plaque d'immatriculation comportera aussi bien des chiffres que des lettres», a précisé Lyes Mehieddine, chargé de ce dossier au niveau du ministère, lors d'une conférence de presse. Il a expliqué que la nouvelle immatriculation accompagnera de manière permanente le véhicule tant qu'il est en circulation. M. Mehieddine a indi-

qué que la nouvelle carte électronique d'immatriculation des véhicules (carte grise) intégrera, par ailleurs, les fonctionnalités associées au contrôle et à la vérification qui s'effectueront de manière automatique. Elle implémentera des fonctionnalités liées au contrôle du véhicule et aux assurances et essentiellement à la rationalisation de la consommation de carburant en étant associée à un système d'information dédié à cet effet. Au sujet du permis de conduire biométrique, il a indiqué qu'outre ses fonctions d'identification et de vérification qui s'effectueront de manière électronique, le nouveau document implémentera une fonctionnalité de

permis à points en relation avec un système de gestion automatisé des règles de la circulation et de la sécurité routière. La carte grise et le permis de conduire biométriques seront réalisés au niveau national grâce à la mise en contribution complémentaire de deux organismes nationaux public et privé, a-t-il indiqué, ajoutant qu'il s'agit, en l'occurrence, de l'Imprimerie officielle (organisme public) et de la société privée HB Technologie. Ces deux documents sont conformes aux standards mondiaux en vigueur et seront personnalisés au niveau des deux sites de production des titres et documents sécurisés à Alger et Laghouat relevant du

ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales, a-t-il relevé. L'opération de délivrance du permis de conduire et de la carte grise biométriques s'effectuera graduellement et durera entre 4 et 5 ans, a-t-il précisé. La mise en œuvre de ces deux documents, dont le ministère assure qu'ils sont «infalsifiables», s'inscrit en droite ligne avec le projet de modernisation de l'administration. Le gouvernement avait approuvé mercredi dernier l'exposé présenté par le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, Noureddine Bedoui, sur les projets du permis de conduire et de la carte grise biométriques.

**Samah Y.**



En réponse à des allégations de responsables étrangers

# Sellal : «L'Algérie maîtrise la situation économique»

■ Le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, a rassuré hier sur la maîtrise de la situation économique du pays malgré les retombées de la chute des prix du pétrole en réponse à des allégations de responsables étrangers. Il a affirmé que l'Algérie n'acceptera aucune ingérence étrangère dans ses affaires internes.

Par Nacera Chennafi

Dans une déclaration à la presse en marge du 17<sup>e</sup> Salon international du tourisme et des voyages (SITEV), le Premier ministre, Abdelmalek Sellal dira : «Nous sommes sur la bonne voie et notre politique est claire». En réponse à des allégations de responsables étrangers, rapportées par certains médias, sur l'impact de la chute des prix du pétrole sur l'économie de l'Algérie, Sellal a rassuré que «malgré des baisses en matière de revenus, l'Algérie n'a pas été ébranlée et ne le sera pas». Le Premier ministre a affirmé que «les propos tenus par-ci par-là par des responsables étrangers ne nous affecteront nullement dans notre politique et notre travail, et nous n'accepterons aucune ingérence dans nos affaires» sans citer de noms mais comprendre que Sellal répondait à l'ex-président français, Nicolas Sarkozy qui a manifesté des inquiétudes sur la situation économique du pays par rapport à la chute des prix du pétrole.

Il y a une semaine, Sarkozy avait déclaré selon ce qui a été rapporté par quelques médias : «Je ne dirai rien de nos amis algériens parce que je sais que le sujet est sensible, mais c'est un sujet». Il avait aussi ajouté : «Et j'opposerai un démenti for-



mel à tous ceux qui viendraient me dire qu'il n'y a pas de questions qui se posent, surtout avec l'effondrement des prix des matières premières et la dépendance de ce grand pays aux énergies fossiles».

En outre, le Premier ministre, Abdelmalek Sellal a mis l'accent sur la nécessité de préserver les institutions de l'Etat, l'unité nationale et la stabilité du pays. Il a ajouté que la situation engendrée par la chute des prix des hydrocarbures a, au contraire, incité le gouvernement à revoir son modèle économique, à travers notamment la diversification de l'économie nationale, citant, à titre d'exemple, le rôle de l'entre-

prise dans le développement et la création de la richesse, expliquant, à cet égard, que le gouvernement encourage la création d'entreprises. Enfin, il a rappelé que durant les trois dernières années, 24 000 entreprises privées ont été créées, l'équivalent de 70% du nombre créé depuis plus de dix ans, et cela démontre, selon le Premier ministre, que «nous sommes sur la bonne voie».

Abordant le tourisme, Sellal a mis l'accent sur l'importance de ce secteur et le rôle qu'il peut jouer dans le développement et la diversification de l'économie nationale. Il est à noter que le 17<sup>e</sup> Salon international du tourisme

et des voyages (SITEV) a ouvert ses portes, hier à Alger, avec la participation de 256 exposants dont 23 représentants de 15 pays arabes et étrangers. Le Salon, organisé sous le slogan : «Tourisme et économie durable», a été inauguré par le Premier ministre Abdelmalek Sellal, en présence des membres du gouvernement et des représentants du corps diplomatique accrédité en Algérie.

Selon le directeur général de l'Office national du tourisme (ONT), Noureddine Belmihoub, cette manifestation qui durera jusqu'au 18 mai constituera une occasion pour prendre connaissance des différentes destinations et offres touristiques disponibles pour la saison estivale. Ce même responsable avait affirmé qu'il s'agit d'une importante manifestation touristique organisée annuellement pour permettre aux opérateurs économiques nationaux et étrangers, ainsi qu'aux professionnels d'établir des contacts directs et de présenter leurs produits touristiques. Il sera question aussi de faire connaître la destination touristique «Algérie», consolider le tourisme interne et appuyer le partenariat avec les opérateurs nationaux et étrangers de par la promotion des investissements dans ce domaine pour associer le secteur au développement économique durable. N. C.

Elle a été lancée hier à Béjaïa

## Une formation sur le renforcement des capacités de gouvernance des femmes élues

Les journées de formation portant sur le renforcement des capacités des femmes élues aux Assemblées communales et de wilaya se sont ouvertes hier à la salle des congrès de la wilaya. Ces ateliers de formation sont organisés dans le cadre d'un projet de coopération entre le programme des Nations unies pour le développement (Pnud) et le ministère de l'Intérieur et vont s'étaler sur quatre jours. La rencontre a rassemblé 122 élues de la wilaya de Béjaïa. Cette formation d'«appui à la Participation effective et durable des femmes dans les Assemblées élues» est axée sur des sujets liés à l'apprentissage de la démocratie participative, la communication politique, la décentralisation et les services publics de proximité et la communication, les catastrophes naturelles. Elle associe différents techniques et outils pédagogiques permettant de transmettre les connaissances: le dialogue, la communication, l'analyse du cadre législatif et réglementaire et le travail en groupe pour passer de la théorie à la pratique, des études

de cas, etc. Des femmes élues auraient aimé que ces ateliers de formation interviennent au début de leur mandature: «cette formation est une très bonne initiative mais, elle intervient hélas à un an de la fin de notre mandat», dira une élue. Pour une autre «ces ateliers vont permettre la promotion des activités de l'élue dans les domaines ayant trait au développement local et à la prise en charge des préoccupations des citoyens, améliorer leurs approches vis-à-vis de la politique et mûrir leurs capacités de gestion». Dans son allocution d'ouverture, le chef de l'exécutif de la wilaya de Béjaïa a estimé que «cette rencontre va se traduire par des résultats conséquents sur la gestion des affaires locales et la prise en charge des préoccupations citoyens». M<sup>me</sup> Christina Amaral résidente du PNUD et coordinatrice du SNU en Algérie estime que «cette formation va renforcer la présence de la femme au niveau des Assemblées élues et au aussi au niveau des centres de décisions». Pour elle, «cette formation est la suite logique sinon la mise en œuvre

des recommandations du projet d'appui à la Participation effective et durable des femmes dans les Assemblées élues signé le 3 novembre 2013 entre l'Assemblée populaire nationale, le ministère des Affaires étrangères et le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD)». M<sup>me</sup> Amaral a relevé par la suite «une avancée considérable en matière de représentativité de la femme dans les Assemblées locales, une avancée qui résulte des différents mécanismes et autres mesures prises par l'Etat algérien pour la promotion du rôle de la femme et son émancipation». Elle estime que «le quota ne doit pas être une fin en soi, mais il faut que la femme ait la parole». Pour elle, le PNUD Algérie contribue aux efforts nationaux pour la consolidation de l'Etat de droit en soutenant la mise en œuvre des programmes de réformes institutionnelles en cours, au travers d'actions de renforcement des capacités des institutions nationales ainsi que des associations de la société civile. Elle a ensuite rappelé que la représentation de la femme dans les dif-

férents Parlements dans le monde ne dépasse pas en moyenne les 21% alors qu'elle est en Algérie de l'ordre de 31%. Ce qui place l'Algérie à la 26<sup>e</sup> place dans le monde et à la première loge parmi les pays arabes. Pour sa part, Fatiha Hamrit, directrice de la gouvernance locale au ministère de l'Intérieur a estimé que «cette session de formation va relever les performances des élues locales en matière de gestion, dans le cadre de la décentralisation et de la modernisation de l'administration locale, afin de mieux répondre aux attentes des citoyens et d'améliorer le service public de proximité». Ali Rabhi P/APW estime que «la formation peut servir de catalyseur et ouvrir la voie à une affirmation plus accrue du rôle de la femme dans la gestion des affaires locales». Pour les organisateurs, il s'agit d'«encourager et inciter la femme à investir sa vie politique et promouvoir ses droits au niveau des directions politiques dans le poste de leadership et à s'engager dans les compétitions électorales, parlementaires et locales, en lui offrant la chance sur le plan politique et

LA QUESTION DU JOUR

### Les voies pas si mystérieuses de la normalisation

suite de la page Une

On ne le dira jamais assez : le hasard, ou le destin si l'on préfère, a voulu que c'est au moment où Bouteflika a mis fin au bicéphalisme caractéristique du régime algérien depuis la disparition de Houari Boumediene, mais qui cependant s'est renforcé au cours de la décennie noire, et qu'il est enfin devenu, pour le paraphraser, un quatre-quarts de président, qu'il s'est trouvé physiquement diminué. Souvent la vie ne donne d'une main que pour retirer de l'autre quelque chose d'un poids équivalent, quoique d'une toute autre nature, on dirait par un souci d'équilibre, ou d'équité, ou de justice immanente. Le plus remarquable n'est pourtant pas là, mais dans le fait que c'est un Bouteflika déjà malade qui s'est décidé à réformer le système en le réunifiant. Avant de démocratiser, d'ouvrir un système, il faut lui rendre son unité. De toute évidence, il n'appartient au président Bouteflika d'accomplir la première tâche. Mais celle-ci ne serait pas possible pour ses successeurs s'il ne s'était pas chargé de réunir le pouvoir dans ses mains pour le leur transmettre en entier. A croire que bien loin de le diminuer, la maladie l'a en fait stimulé, poussé à faire ce que certes il avait déjà arrêté mais qu'il avait tendance à remettre à plus tard tant qu'il ne se sentait pas pressé par le temps. A moins d'être tout à fait invalidante, la maladie n'empêche pas de faire son devoir, au contraire elle incite à s'y mettre avec plus de soin et de vélocité encore. Le grand écrivain français, Marcel Proust, a attendu d'être malade et de craindre la venue de la mort pour s'atteler sérieusement à son œuvre géniale. Quant à l'autre facteur déterminant pour la suite des événements, le calendrier électoral, on ne voit peut-être pas ce qu'il vient à faire ici, mais c'est que les échéances prochaines semblent encore, à tort d'ailleurs, lointaines. Mais dès la rentrée en septembre, les locales et les législatives commenceront à imposer leur primauté et leur logique intégrante à tous les acteurs politiques. Bien des chefs de partis qui aujourd'hui font dans l'agitation stérile reviendront à des considérations plus sérieuses, beaucoup plus en rapport avec leur avenir politique. Il faut des sièges à leurs militants dans les Assemblées à renouveler, et ce ne sont pas les habilleries dans lesquelles ils se complaisent qui vont les aider à en engranger beaucoup.

M. H.



## Aquaculture

# Tizi-Ouzou en pole position dans l'élevage de poisson

■ La wilaya de Tizi-Ouzou qui avait longtemps négligé sa façade maritime, a réussi ces 15 dernières années, à non seulement rattraper le retard, mais aussi à s'imposer désormais comme wilaya pionnière dans l'activité de l'aquaculture.

Par Slim O.

**C'**est dans cette wilaya, et plus précisément dans la commune côtière

## Djezzy réussit ses tests et se déclare prêt pour la 4G

**DJEZZY** a le plaisir d'annoncer avoir effectué avec succès les tests 4G qu'il a successivement menés dans plusieurs localités du pays. Les essais techniques ont été accomplis en partenariat avec Huawei en présence de représentants de l'ARPT qui ont confirmé la pertinence technologique des équipements et l'excellente qualité du réseau dont le débit a atteint une vitesse de 75 Mbps. Engagé dans un processus de transformation afin de devenir l'opérateur numérique de référence en Algérie, Djezzy promet d'offrir le meilleur service de l'Internet mobile avec le lancement prochain de la 4G et rappelle qu'il a déjà proposé aux abonnés des offres promotionnelles avec des terminaux mobiles de quatrième génération. Alors que le déploiement de la 3G se poursuit avec la couverture totale des 48 wilayas d'ici à début décembre 2016, la 4G constitue une belle opportunité pour Djezzy afin de consacrer sa position de leader et renforcer son rôle de pionnier dans le marché de la téléphonie mobile en Algérie. Djezzy est résolument engagé à faire entrer le consommateur algérien dans le monde digital. VimpelCom apportera son expérience et son savoir-faire dans la mise en œuvre de la 4G en matière de technologie de dernière génération et d'offres commerciales pour le grand bonheur de ses clients et de ses futurs abonnés. Réaffirmant son engagement d'être, comme à l'accoutumée, à l'écoute des clients, Djezzy est profondément convaincu de l'impact positif attendu du développement de l'Internet mobile (3G et 4G) sur l'économie nationale en termes de création de nouvelles opportunités d'emplois et de perspectives de la mise en œuvre de la finance numérique avec le E-paiement et le M-paiement.

Communiqué

d'Azeffoune (60 km au nord-est de Tizi-Ouzou), que le premier projet, à l'échelle nationale, de ferme aquacole d'élevage de poisson (loup et daurade) en mer ouverte, a vu le jour sur le site de Mlata (entrée ouest de cette ville). Les travaux de réalisation de ce projet-pilote doté d'une capacité de production prévisionnelle annuelle de 1 200 tonnes de loup et daurade, ont débuté en 2004. Les premiers poissons de la ferme ont été mis sur le marché en juin 2009. La production de cette ferme est achetée par des clients, notamment des restaurants et des hôtels de Tizi-Ouzou (Azeffoune, Tigzirt et Azazga) et d'autres wilayas dont Annaba, Constantine, Blida, Boumerdès, Béjaïa, Sétif et Alger. La pêche des poissons se trouvant dans les cages flottantes nécessite l'utilisation d'un catamaran, une embarcation destinée à l'activité aquacole. Un produit jusque-là importé pour un montant moyen de 55 millions de DA.

## Des catamarans made in Algeria pour réduire les importations

Pour réduire les importations de catamarans, le chantier de construction et de réparation de bateaux de pêche «Algérie-Koréa Marine Service» (SARL SAKOMAS), installé au port d'Azeffoune, et qui a été réceptionné en décembre 2014, s'est lancé dans la construction du premier catamaran algérien en fibre de verre, et qui sera cédé contre 25 millions de dinars, a-t-on appris de son responsable. Selon le président-directeur général (P-DG) de cette société algérienne, Nour El Islam Benaoudia, rencontré à Azeffoune, la décision de se lancer dans cette activité a été prise après avoir constaté que la flottille de pêche est «vieillissante avec 50% des bateaux dépassant les 30 années d'âge». En outre, les réparations sont effectuées à l'étranger, a observé M.

Benaoudia. «Il fallait qu'il y ait un chantier pour répondre à cette demande et accompagner la politique de l'Etat dans le développement du secteur de la pêche», a-t-il expliqué, rappelant que les premiers bateaux sortis du chantier naval d'Azeffoune sont des bateaux «petits métiers» de 12 à 14 mètres de long. En mars dernier, SAKOMAS a mis sur le marché le plus grand bateau construit en Algérie en fibre de verre. Il s'agit d'une embarcation de 19 mètres de long. Voulant passer à une étape supérieure, cette société s'est lancée dans la construction du premier catamaran algérien, a indiqué ce même investisseur. Il s'agit d'un bateau à deux coques d'une longueur de 14 mètres et d'une largeur de 6,30 mètres, et doté d'une puissance de 335 CV et d'une grue d'une capacité de levage de 4 tonnes, a-t-on appris de même source. «Le taux d'avancement de la réalisation de cette embarcation destinée à un client de Tigzirt, a atteint 70%. Il sera achevé en juillet prochain», a informé M. Benaoudia. S'agissant du plan de charge de la société SAKOMAS, son P-DG a indiqué que «beaucoup d'opérateurs attendent la sortie du premier catamaran et sa mise à l'épreuve, pour confirmer leur commande comme ce fut le cas pour le bateau de 19 mètres pour lequel des intéressements se sont manifestés après sa mise à l'eau», a-t-il observé.

## Un partenariat avec l'université de Tizi-Ouzou

La technique de construction de bateaux de pêche en fibre de verre a été acquise par SAKOMAS, à la faveur d'une convention signée entre celle-ci et la société sud-coréenne Hyundai, en cours jusqu'à 2027, portant sur le transfert du savoir-faire et la formation. Ce chantier naval travaille également en partenariat avec l'université Mouloud-Mammeri de Tizi-Ouzou. «Un projet de convention entre SAKO-



Ph/D. R.

MAS et cette université est en cours d'élaboration pour des stages pratiques au profit des étudiants», a indiqué M. Benaoudia qui a affirmé que des étudiants ont été déjà reçus au niveau du chantier naval d'Azeffoune. De son côté, le doyen de la faculté de Génie de la construction, Ould Ouali Mohand, a indiqué à l'APS que SAKOMAS fait partie des entreprises avec lesquelles l'université de Tizi-Ouzou envisagerait une convention dans les domaines du génie mécanique, design, matériaux, corrosion des matériaux, entre autres. La création d'une spécialité en construction et architecture navales à l'université de Tizi Ouzou, formation dont l'exclusivité revient actuellement à l'université d'Oran, permettra de développer l'activité de construction et réparation navale au niveau de la région, a-t-il soutenu. La wilaya de Tizi-Ouzou, qui est pionnière dans l'activité aquacole et la construction de catamarans, va jouer un rôle important dans la concrétisation du programme national aquacole, inscrit au titre du plan quinquennal 2015/2019 destiné à augmenter la production algérienne de poissons d'élevage, escompte-t-on. Le programme de développement de cette filière à l'horizon 2019 a pour objectif d'atteindre une production nationale de plus de 100 000 tonnes de poisson issue

uniquement de l'aquaculture dont 80 000 tonnes en aquaculture marine et 20 000 tonnes en eau douce, et ce, par la réalisation, à travers le territoire national, de plus de 600 fermes d'élevage, dont 400 en eau douce et 190 en mer ouverte, a indiqué à l'APS le directeur central chargé de l'aquaculture au ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche et des Ressources halieutiques, Mustapha Oussaïd. Actuellement et à l'échelle nationale, 20 projets sont en activité et produisent environ 4 000 tonnes de poissons et de moules, volume qui était de seulement 300 à 320 tonnes en 2000. En outre, plus de 120 autres fermes aquacoles sont en cours de réalisation ou de montage financier, et, d'ici à 2017, environ 50 projets seront installés, a ajouté ce même responsable qui a relevé une augmentation progressive de la production nationale de poisson et mollusques d'élevage et un «engouement» de la part des investisseurs pour se lancer dans l'aquaculture. S'agissant de la wilaya de Tizi-Ouzou, une quinzaine de projets inscrits permettront, à leur entrée en activité, d'atteindre une production annuelle de 15 000 tonnes de poissons et mollusques, a-t-il ajouté en rappelant que la ferme aquacole d'Azeffoune produit une moyenne de 100 tonnes/an.

S. O./APS

## Education

# Ouverture à Alger du Salon de l'équipement scolaire

Le Salon national de l'équipement scolaire et des moyens techniques pédagogiques s'est ouvert samedi après-midi au Palais des expositions des Pins maritimes (Alger) avec la participation de 48 exposants. Le coup d'envoi du Salon, prévu jusqu'au 17 mai, a été donné par la ministre de l'Education nationale, Nouria Benghebrît, avec la participation des ministres de l'Industrie et des Mines et du Commerce, respectivement Abdesslem Bouchouareb et Bakhti Belaïb, et en présence du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Tahar Hadjar, et du wali d'Alger, Abdelkader Zoukh. Organisé par le ministère de l'Education nationale en coordination avec les ministères de l'Industrie et des Mines et du

Commerce, le Salon entre dans le cadre de l'encouragement et de la promotion du produit national. Des entreprises publiques et privées spécialisées dans la production et la fabrication d'équipements scolaires et de moyens techniques pédagogiques prennent part à ce Salon. En marge du Salon, M<sup>me</sup> Benghebrît a signé avec MM. Bouchouareb et Belaïb une convention visant à assurer la transparence en matière d'équipement, à rationaliser les dépenses et à faire connaître le produit local. La convention entre dans le cadre des instructions du Premier ministre, Abdelmalek Sellal, pour le renforcement des mécanismes de coopération et de coordination entre les différents départements ministériels, a précisé la

ministre de l'Education nationale. M<sup>me</sup> Benghebrît a annoncé l'élaboration prochaine d'une «nomenclature» des entreprises, publiques et privées, produisant des équipements scolaires au titre d'une démarche visant à assurer la transparence dans la gestion des marchés. Le ministre de l'Industrie et des Mines s'est, pour sa part, félicité des produits nationaux exposés, estimant qu'«il s'agit de produits de bonne qualité à même de concurrencer les produits d'importation». Il a, par ailleurs, affirmé que son département ministériel s'emploiera à «unifier les cahiers des charges» entre les entreprises pour faire bénéficier l'économie nationale des meilleurs produits.

Hani T.



Coopération algéro-iranienne

# Le deuxième forum d'affaires aujourd'hui à Téhéran

■ Le deuxième forum d'affaires algéro-iranien se tient aujourd'hui à Téhéran dans l'objectif d'examiner les opportunités d'investissement et de partenariat entre les deux pays.

Par Samy O.

Dans ce cadre, le ministre de l'Industrie et des Mines, Abdesslem Bouchouareb, conduit une délégation composée de plus de 80 chefs d'entreprises publiques et privées (énergie, BTPH, agriculture et agroalimentaire, textile, industrie mécanique, industrie pharmaceutique...) ainsi que des représentants de la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (Caci) et de l'Agence nationale du développement de l'investissement (Andi). Coprésidé par M. Bouchouareb et le ministre iranien de l'Industrie, des Mines et du Commerce, Mohamed Reza Nematzadeh, ce forum se tiendra après celui organisé en décembre dernier à Alger. A travers cette rencontre dans la capitale iranienne, l'Algérie vise à intensifier sa coopération économique avec l'Iran, qui ne reflète pas, actuellement, les potentialités importantes que recèlent les deux pays, en restant en deçà des ambitions de ces derniers. A titre d'exemple, les échanges commerciaux entre l'Algérie et l'Iran ne dépassent pas les 10 millions de dollars, tandis que les projets d'investissements et de partenariat demeurent minimes avec une faible présence des sociétés iraniennes en Algérie. C'est dans ce sens que lors de la deuxième session de la Haute Commission mixte algéro-iranienne, tenue en décembre dernier à Alger, les deux pays avaient affiché leur volonté de conforter le partenariat et la coopération économiques.



## Réactivation du comité industriel algéro-iranien

De nouvelles perspectives de coopération s'ouvrent aux deux pays qui veulent hisser leurs relations économiques au niveau d'excellence des relations politiques bilatérales. La partie algérienne vise, à cet effet, à attirer des investissements productifs avec un réel transfert de technologie par l'Iran qui a réalisé des avancées importantes dans ce domaine, explique à l'APS le président de la commission mixte économique algéro-iranienne, Abdelmadjid Khobzi. «Notre objectif est de ramener la technologie et non pas de se contenter des échanges commerciaux. La partie iranienne a

affirmé sa disponibilité à nous aider dans ce cadre», avance-t-il. Dans cette optique, plusieurs projets de partenariat sont en cours de discussions et pourraient aboutir à la signature d'accords ou de contrats lors du forum d'affaires à Téhéran, selon M. Khobzi. La mécanique, la pétrochimie, l'électronique, l'industrie pharmaceutique, l'agroalimentaire et l'agriculture, le bâtiment et les travaux publics ainsi que les énergies électriques et renouvelables figurent parmi les principaux secteurs dans lesquels les deux parties envisagent de mettre sur pied des projets de partenariat. S'agissant de l'industrie automobile, les constructeurs iraniens Khodro et Saipa ont signé récemment des accords de partenariat avec des investisseurs privés algériens

pour l'installation d'usines d'assemblage et de montage de véhicules en Algérie. Le constructeur Khodro compte, ainsi, créer son unité vers la fin 2016 avec une capacité de production de 30 000 véhicules par an, selon le constructeur iranien. Quant au constructeur Saipa, il prévoit la sortie de la première voiture de sa future usine en Algérie début 2017. Dans le domaine énergétique, l'Algérie et l'Iran se sont accordés à établir des partenariats entre le groupe Sonatrach et la société iranienne de pétrole. Ces deux groupes sont actuellement en discussions pour élargir la coopération bilatérale dans l'amont et l'aval pétroliers, la recherche et développement ainsi que dans la commercialisation du pétrole et du gaz. Les deux pays envisagent aussi la création prochaine de sociétés mixtes spécialisées dans la production de l'électricité, des énergies renouvelables et des pièces de rechange. D'autres sociétés mixtes activant dans l'entretien, la surveillance et le contrôle des routes et des autoroutes pourraient également être créées pour permettre à l'Algérie de tirer profit de l'expérience iranienne dans ce créneau du transport. Pour renforcer les échanges commerciaux et d'affaires bilatéraux, les deux pays veulent créer une ligne aérienne Alger-Téhéran et une ligne maritime. Les deux parties ont également convenu d'étudier la possibilité d'établir un jumelage entre le port de Béjaïa et celui d'Al Khomeïni lequel est le plus important port en Iran en étant

doté, en outre, d'un complexe pétrochimique. La visite de M. Bouchouareb à Téhéran verra aussi la réactivation du comité mixte algéro-iranien de l'industrie qui devra constituer, selon la partie algérienne, un «mécanisme efficace» de coopération industrielle entre les deux pays notamment en matière d'investissements. Une réunion de ce comité, créé en 2003 par le biais d'un memorandum d'entente industriel entre l'Algérie et l'Iran mais qui n'a pas fonctionné depuis quelques années, est prévue en marge du forum. Sur le plan économique, il est à rappeler qu'au terme des travaux de la Haute commission mixte algéro-iranienne de coopération, tenue en décembre dernier à Alger, un Programme exécutif de coopération dans le secteur des travaux publics avait été signé. Quant à la première session de cette Haute commission mixte, tenue en 2010 à Téhéran, elle avait été sanctionnée par la signature de conventions portant sur l'investissement, l'agriculture et l'habitat. Les deux pays avaient aussi signé plusieurs mémorandums d'entente: Le premier concerne la création d'un conseil mixte des hommes d'affaires, alors que le deuxième a été conclu entre l'Agence nationale de développement des investissements (Andi) et l'organisme iranien en charge des investissements et de l'assistance technique et économique. S'y ajoutent un memorandum d'entente pour la création d'un fonds algéro-iranien et deux autres dans les secteurs agricole et de l'habitat. S. O./APS

Matières premières

## Evolution contrastée des cours sur les marchés mondiaux

La semaine s'est terminée sur des chiffres mitigés pour les cours des matières premières, oscillant entre hausse pour le pétrole, les alimentaires et les matières agricoles et baisse pour l'or, l'argent et les métaux de base. Les cours pétroliers ont fini la semaine sur une nette hausse à l'issue d'une bonne semaine. A Londres, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en juillet a fini à 47,83 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE), contre 45,45 dollars le vendredi précédent. Le cours du baril de référence (WTI) pour livraison en juin a augmenté à 46,21 dollars sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), contre 42,13 dollars une semaine plus tôt. Le café et le sucre ont accru leurs gains la semaine dernière, bénéficiant d'une météo défavorable dans les principales régions productrices et de l'appréciation du réal, tandis que le cacao a continué à souffrir

des incertitudes entourant la récolte en Afrique de l'Ouest. Les prix du sucre ont atteint de nouveaux sommets, les marchés se focalisant sur deux éléments en particulier, l'impact sur la monnaie brésilienne de la suspension de la présidente Dilma Rousseff ainsi que des inquiétudes entourant la production en Inde, second plus gros producteur de sucre après le Brésil. Les cours ont aussi pu profiter de la révision à la hausse des prévisions de déficit de l'Organisation internationale du sucre (ISO) pour la saison 2015/2016. A Londres, la tonne de SUCRE BLANC pour livraison en août valait 479,80 dollars, contre 460,30 dollars le vendredi précédent. A New York, la livre de SUCRE BRUT pour livraison en juillet valait 16,81 cents, contre 15,95 cents sept jours auparavant. Les cours du café ont fortement progressé, profitant de conditions de sécheresse dans

les principales régions productrices, qui font craindre pour la récolte, en particulier de robusta. Sur le Liffe de Londres, la tonne de Robusta pour livraison en juillet valait 1.677 dollars vendredi, contre 1.647 dollars le vendredi précédent. Sur l'ICE Futures US de New York, la livre d'Arabica pour livraison en juillet valait 129,15 cents, contre 122,50 cents sept jours auparavant. Les prix du cacao ont en revanche creusé leurs pertes, à un plus bas en près d'un mois. A Londres, la tonne de Cacao pour livraison en juillet valait 2 206 livres sterling, contre 2 258 livres sterling le vendredi précédent. A New York, la tonne pour livraison en juillet valait 2 987 dollars, contre 3.106 dollars sept jours plus tôt. Les cours du blé se sont inscrits en hausse après de bons chiffres d'exportation à l'instar du maïs et du soja qui ont nettement monté sur le marché de Chicago, portés par des pré-

visions de demande optimistes. Le boisseau de blé pour juillet, lui aussi le plus actif, valait 4,7475 dollars contre 4,6375 dollars une semaine plus tôt, une hausse de 2,37%. Le boisseau de maïs (environ 25 kg) pour livraison en juillet, le contrat le plus actif, a fini la séance vendredi à 3,9075 dollars contre 3,7750 dollars en fin de semaine précédente, soit une progression de 3,51%. Le boisseau de soja pour juillet, là encore le plus échangé, cotait à 10,6500 dollars contre 10,3475 dollars précédemment, en hausse de 2,92%. L'or a connu une semaine en dents de scie, ses prix ont été précipités dans un mouvement chaotique. Sur le London Bullion Market, l'once d'or a terminé à 1 265,90 dollars vendredi, contre 1 289 dollars le vendredi précédent. L'argent, considéré comme une alternative bon marché à l'or, a toutefois davantage souffert que ce dernier dans le sillage du ren-

forcement du dollar. L'once d'argent a clôturé à 17,09 dollars, contre 17,31 dollars il y a sept jours. Les prix des métaux de base échangés sur le London Metal Exchange (LME) ont poursuivi leur mouvement de correction, creusant leurs pertes dans le sillage de chiffres décevants sur les importations chinoises et d'une reprise du dollar. Sur le LME, la tonne de cuivre pour livraison dans trois mois s'échangeait à 4 642 dollars vendredi, contre 4 789 dollars le vendredi précédent, l'aluminium valait 1 538 dollars la tonne, contre 1 607 dollars, le plomb valait 1 718 dollars la tonne, contre 1 736 dollars, l'étain valait 16 765 dollars la tonne, contre 17 320 dollars, le nickel valait 8 620 dollars la tonne, contre 9 025 dollars et le zinc valait 1 878,50 dollars la tonne, contre 1 873,50 dollars.

M.H./agences



Gare maritime de Mostaganem

# Une délégation parlementaire s'enquiert des travaux d'aménagement

■ Des membres de la commission des affaires étrangères, de la coopération et de la communauté de l'Assemblée nationale populaire (APN) se sont enquis, samedi soir, des travaux d'aménagement de la gare maritime du port de Mostaganem, en prévision de l'accueil des membres de la communauté algérienne établie à l'étranger.

Par Ilham N.

Ils ont pris connaissance, à cette occasion, de l'état d'avancement des travaux de cette gare qui entrera en service à la mi-juin prochain et du plan de gestion de cette infrastructure surtout concernant le couloir d'arrivée et de départ des voyageurs et des véhicules et les opérations de contrôle et de traitement par les services des Douanes et de la Police des frontières. Les membres de la délégation parlementaire ont tenu également une réunion d'évaluation au siège de la direction générale de l'Entreprise portuaire de Mostaganem (EPM) avec les représentants des services intervenants au port dont les ceux des Douanes, de la Police des frontières, de l'EPM et de

l'Entreprise nationale de transport maritime des voyageurs (ENTMV), au cours de laquelle ils ont valorisé le sérieux, les dispositifs pris et la vision future pour développer ce port, qui aura à accueillir des dessertes maritimes de voyageurs dans de meilleures conditions et avec des prestations de qualité. Le directeur régional de l'ENTMV, Latrèche Benamar Abdessamad prévoit un flux de 154 000 voyageurs et de 45 000 véhicules lors de la saison estivale sur les deux lignes maritimes des voyageurs reliant Mostaganem à Valence et Alicante (Espagne). La communauté algérienne établie à l'étranger bénéficiera, durant la saison estivale prochaine, de réductions de 30 pour cent des prix des billets dont le versement se fera par rééchelonnement, a-



Ph. &gt; D. R.

t-on annoncé. Les représentants de la Police des frontières et des Douanes ont mobilisé 200 agents en vue de traitement en un temps court et dans de meilleures conditions, a-t-on indiqué. Les travaux d'aménagement de la gare maritime de transport des voyageurs du port de Mostaganem ont été lancés en février dernier en prévision de l'ouverture de la ligne maritime

en direction de Valence (Espagne), mise en service le 13 mars dernier. L'entreprise portuaire de Mostaganem a consacré plus de 200 millions DA pour l'aménagement de trois structures au niveau du quai «Maghreb» pour abriter provisoirement la gare maritime des voyageurs en offrant tous les moyens de repos. Le taux d'avancement des travaux a

dépassé 85 pour cent, a-t-on appris lors de la visite des parlementaires.

I. N./APS

## M'sila 20 opérations inscrites pour le développement rural

**PAS MOINS** de vingt opérations, inscrites dans le cadre du développement rural, ont été menées dans la wilaya de M'sila au cours des trois dernières années, a-t-on appris auprès des services de la wilaya. Les opérations réalisées ou en cours de réalisation consistent notamment en l'ouverture et l'aménagement des pistes rurales, l'aménagement de sources d'eau, la réalisation de bassins et de mares d'eau d'irrigation, la plantation des palmiers, la correction torrentielle et la fixation de berges de rivières, a-t-on encore indiqué à la wilaya. La même source a précisé que les opérations réalisées ont contribué (au cours des chantiers) à la création des postes d'emplois temporaires pour la population rurale des 47 communes de la wilaya, rappelant que ces opérations visent le désenclavement, la lutte contre l'érosion du sol et la mise en place de moyens d'irrigation pour les zones pastorales ainsi que l'amélioration de cadre de vie des populations concernées par ces actions de développement. Six autres opérations constituant le reste du programme retenu, «seront réceptionnées avant la fin de l'année en cours», a-t-on expliqué à la wilaya, ajoutant qu'une enveloppe financière estimée à 382 millions de dinars a été allouée pour la concrétisation de ces opérations.

R.R.

## Ouargla

### Distribution d'alevins du tilapia du Nil aux agriculteurs de Nezla

Une quantité des alevins du poisson de l'espèce tilapia du Nil a été distribuée au profit des agriculteurs de la commune de Nezla, dans la wilaya déléguée de Touggourt, (160 km Nord d'Ouargla), a-t-on constaté. Cette opération a été initiée par la direction locale de la pêche et des ressources halieutiques (DPRH), en marge d'une journée de sensibilisation placée sous le signe «l'importance des plans d'eau dans le développement de l'aquaculture et la préservation de l'environnement».

Dans le même cadre une opération expérimentale d'ensemencement de 10 alevins du tilapia a été effectuée au niveau du lac de Merdjaja de Nezla. «Cette action vise à mettre en valeur l'importance que revêt ce lac en matière de réhabilitation et d'exploitation en développement aquacole, notamment de

l'espèce du tilapia du Nil», a souligné un cadre de la direction du secteur. M. Hebbi Saïd (inspecteur principal) a indiqué que le secteur s'emploie à encourager les fellahs d'intégrer les activités aquacoles à celles agricoles en mettant à leur disposition, à titre gratuit, les quantités suffisantes d'alevins pour leur ensemencement au niveau des bassins d'irrigation, à l'instar des expériences menées dans certaines régions de la wilaya de Ouargla, précisément dans la région «pilote» de Hassi Benabdallah.

Cette journée de sensibilisation, tenue à proximité du lac Merdjaja, commune de Nezla, a été marquée par une exposition des affiches et des documents riches en données et informations sur le développement de l'aquaculture intégrée à l'agriculture, en plus de l'exposition de certains espèces de

poissons à élever dans les eaux douces et saumâtres, dont le Tilapia du Nil, la carpe et le poisson chat. Elle a été également une occasion pour exposer l'expérience de la ferme du développement aquacole de Hassi Benabadallah (Ouargla), qui assure entre autres, la vulgarisation de l'aquaculture intégrée, la production des alevins du tilapia et du poisson chat, l'organisation de sessions pratiques en direction des étudiants et professionnels, la maîtrise des techniques d'ensemencement des algues, notamment la spiruline.

Cette journée de sensibilisation a été initiée par la chambre inter-wilayas de la pêche et de l'aquaculture (Ouargla), en coordination avec plusieurs organismes publics et associations de la région.

Ali O./agences

## Illizi

### Nouvelles structures pédagogiques pour la prochaine rentrée scolaire

Une série de nouvelles structures pédagogiques, seront réceptionnées, dans la wilaya d'Illizi, en prévision de la prochaine rentrée scolaire (2016-2017), a-t-on appris auprès de la Direction locale des équipements publics (DEP). Il s'agit de quatre collèges d'enseignement moyen (CEM), implantés au niveau du quartier «Bel-Bachir» (chef-lieu de wilaya), ainsi que la commune de In-Aménas et celle de Bordj Omar Driss, en plus de

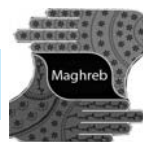
trois groupements scolaires (12 classes) répartis sur les quartiers «Bel-Bachir» et «El-Rimel» (commune de Illizi) et la localité de Ouhanet (In-Aménas), a précisé le directeur du secteur Boudkhal Outbi. Dix classes relevant de différents établissements éducatifs ont bénéficié d'une opération d'extension, et des travaux d'aménagement, seront bientôt lancés au niveau de 30 écoles primaires situées à travers les six communes que compte cette

wilaya, avec les concours d'entreprises créées dans le cadre de différents dispositifs d'emploi, a-t-il ajouté. Dans le même sillage, M. Outbi a fait savoir, que le lycée de Bordj Omar driss à bénéficié déjà d'une opération d'aménagement et de remise en état de l'ensemble de ses installations. S'agissant de la restauration scolaire, le secteur de l'éducation de la wilaya de Illizi, sera consolidé par deux cantines de 200 repas/jour dans les com-

munes de Illizi et la circonscription administrative de Djanet, a-t-il ajouté. Ces opérations vont contribuer notamment à mettre un terme au phénomène de surcharge des classes enregistré dans certains établissements éducatifs et améliorer les conditions de scolarisation au profit des élèves de cette wilaya de l'extrême Sud du pays, a-t-on signalé à la DEP.

F.A.





## Libye/Tunisie

# Accord pour une reprise du commerce à la frontière

■ Un accord a été trouvé entre les parties tunisiennes et libyennes pour la reprise lundi du trafic commercial au poste-frontière de Ras Jedir, paralysé depuis la fin avril, a-t-on appris auprès des autorités régionales tunisiennes.

Par Anis F.

Cet accord, conclu vendredi soir au terme d'une réunion de plusieurs heures, prévoit l'instauration d'une taxe douanière unique pour les marchandises, a précisé Tahar Matmati, gouverneur de Médénine, dont fait partie Ras Jedir. Dans le but d'éviter de nouvelles tensions, une commission mixte de suivi va être mise en place, a-t-il également noté. Ce point avait déjà été évoqué jeudi par le gouvernement d'union nationale libyen, dans le sillage d'un entretien à Tunis

entre le Premier ministre désigné, Fayez al-Sarraj, et le président tunisien Béji Caïd Essebsi. Cité par l'agence de presse libyenne LANA, un responsable de la localité libyenne de Zouara a de son côté signalé que le trafic des passagers avait lui été pleinement rétabli dès samedi. Après avoir été entravé durant deux semaines, il était relativement soutenu dans l'après-midi, avec plusieurs files de véhicules de particuliers patientant sous le chaud soleil, en présence des forces de l'ordre, d'après un correspondant de l'AFP. Le trafic commercial à Ras Jedir, principal

poste-frontière entre les deux pays, était lui totalement bloqué depuis fin avril, à l'initiative des autorités locales libyennes, qui protestaient notamment contre les modalités d'entrée des produits libyens en Tunisie.

## «Les gens sont très mécontents»

Ce blocage a entraîné de vives protestations dans la ville tunisienne de Ben Guerdane, voisine de la Libye et qui vit essentiellement du commerce transfrontalier, y compris de contrebande, à l'image de l'ensemble du sud-est tunisien. Une grève générale avait été strictement observée mercredi à l'appel du puissant syndicat UGTT. «Nous voulons des solutions radicales à Ras Jedir. Les gens sont très mécontents», avait prévenu son responsable local, Mohsen Lachiheb.



Ph : DH

Deux jours plus tôt, des centaines de personnes avaient déjà manifesté, avant leur dispersion par les forces de l'ordre à l'aide de gaz lacrymogènes. La Tunisie et la Libye partagent quelque 500 km de frontière, essentiellement désertiques. Inquiet du chaos libyen, qui a permis au groupe terroriste État islamique

(EI) de s'implanter, le gouvernement tunisien a lui-même fermé à deux reprises cette frontière ces derniers mois – à chaque fois pour 15 jours –, après des attaques djihadistes sur son sol. Il a également construit sur quelque 200 km un «système d'obstacles» constitué de fossés et de monticules de sable, pour tenter de renforcer la sécurité.

La Tunisie compte des milliers de ressortissants au sein de groupes jihadistes, en Syrie, en Irak ainsi qu'en Libye. Elle a été frappée en 2015 par trois attentats majeurs de l'EI, qui ont fait 72 morts. Le 7 mars, des dizaines de jihadistes ont par ailleurs attaqué des installations sécuritaires de Ben Guerdane. Treize membres des forces de l'ordre, sept civils et 55 extrémistes ont été tués. Les autorités tunisiennes ont procédé cette semaine à un vaste coup de filet antiterroriste, arrêtant 37 personnes dont certaines impliquées, selon elles, dans cette série d'attaques sanglantes.

A. F./Agences

## Sahara occidental

## Le Maroc refuse à une délégation de parlementaires espagnols l'entrée à Laayoune

Les autorités marocaines ont refusé vendredi l'entrée à la ville sahraouie de Laayoune (territoires sahraouis occupés) d'une délégation du Parlement de Galice (Espagne) et ont ordonné son expulsion, ont rapporté des médias espagnols. Composée de cinq parlementaires de divers partis politiques espagnols, la délégation s'est rendue à Laayoune, a indiqué le député Monset Prado cité par l'agence EFE, dans le but «de vérifier le respect des droits de l'homme à Laayoune».

Le député a expliqué que «les autorités marocaines n'ont pas laissé la délégation descendre de l'avion à l'aéroport de Laayoune et ont ordonné son expulsion ce qui constitue une violation du droit international». Tout en qualifiant cette attitude marocaine de «grave», M. Prado a ajouté que «le ter-

ritoire de Laayoune fonctionne comme une prison et où les droits de l'homme sont violés quotidiennement».

Pour ce parlementaire espagnol, le fait d'empêcher la délégation de rentrer à la ville de Laayoune signifie que «les autorités marocaines ont beaucoup à cacher», expliquant par ailleurs que «partout dans le monde, les caméras et les médias couvrent ce qui se passe et malheureusement, dans les territoires occupés du Sahara occidental, les droits de l'homme sont systématiquement violés et rien ne filtre». Par ailleurs, M. Prado a estimé que dans d'autres situations «où des citoyens espagnols sont expulsés d'un pays sans explication, cela aurait créé un incident diplomatique», avant d'appeler «le gouvernement espagnol à demander une explication sur l'expulsion de cette délégation

parlementaire». Tout en qualifiant l'attitude marocaine de répréhensible et condamnable, le même responsable a estimé que «le gouvernement espagnol devrait être le premier à montrer son intérêt pour ce qui se passe dans le territoire sahraoui occupé par le Maroc». En avril dernier, le Maroc avait expulsé un groupe de juristes européens de nationalité espagnole, française et belge, accusés par les autorités marocaines de «troubles à l'ordre public». Ces juristes étaient partis s'enquérir de l'état des prisonniers sahraouis détenus illégalement et injustement depuis des années dans les prisons marocaines. Ce groupe de juristes ainsi que plusieurs organisations de juristes et de droits de l'homme avaient fermement protesté et condamné cette expulsion.

Kamel L./APS

## Mauritanie

## Les Haratines en colère contre le discours du président

En Mauritanie, l'Union pour la République multiplie une vingtaine de réunions dans des sous-sections du parti à Nouakchott. Objectif du parti au pouvoir : expliquer et vulgariser le discours tenu par le chef de l'Etat à Néma (sud-est du pays) le 3 mai dernier. Des membres de la communauté des Haratines, descendants d'esclaves noirs, se sont sentis visés par les propos présidentiels. Certains passages du discours du chef de l'Etat à Néma font polémique, comme celui où Mohamed Ould Abdel Aziz évoque des comportements de certains habitants qui font beaucoup d'enfants et ne parviennent pas à sortir de la pauvreté. Ces propos sont dénoncés notamment par les Haratines. Ces descendants d'esclaves se disent attaqués et victimes d'exclusion sociale. «Nous avons

demandé qu'il présente des excuses à la population. Ce propos n'est pas un propos que l'on doit adresser à une communauté», estime Babacar Messaoud. Le président de SOS-Esclaves poursuit : «La pauvreté que nous vivons n'est pas due à la prolifération des enfants. Ce n'est pas le problème. La pauvreté est due à l'exclusion systématisée depuis des siècles liée à des événements et à des discriminations».

De son côté, l'UPR dément. Pour le parti au pouvoir, la polémique est provoquée par une mauvaise interprétation du discours. «J'étais devant lui à Néma, il n'a pas indexé une couche bien déterminée de la population. Ces propos concernent l'ensemble du peuple mauritanien que ce soit les Haratines, les Wolofs, les Soninkés, etc.», réagit Fatimata

Bass, la secrétaire exécutive du parti au pouvoir chargée de la société civile. Les Haratines se disent attaqués et victimes d'exclusion sociale, et un rapport des Nations unies vient confirmer cette situation.

Philip Alston, rapporteur spécial sur l'Extrême pauvreté vient de terminer une visite de dix jours en Mauritanie. Il conclut que les Haratines et les Négro-Mauritaniens, qui représentent environ deux-tiers de la population, n'ont pas accès à de nombreux services de base. «D'abord, les Haratines et les Négro-Mauritaniens sont quasiment absents de toutes les sphères de pouvoir et de décision. Ensuite, il y a aussi un problème au niveau de l'éducation : dans les régions du nord où je suis allé, un tiers des enfants ne va pas à l'école. En plus, l'enseignement qui y est dispensé est

de mauvaise qualité. Résultat : seulement 10% des élèves continuent leur scolarité au collège, et la plupart échoue avant d'être diplômés. Enfin, il y a aussi des difficultés dans le domaine de la santé : dans la majorité des villages que j'ai visités, il n'y avait presque aucune offre de soins.

Certaines fois, il y avait bien des centres de santé, mais ils étaient fermés, parce que le gouvernement n'avait pas mis d'infirmier à disposition», affirme Philip Alston. Réaction des autorités mauritaniennes : le Commissariat aux droits de l'homme et à l'action humanitaire dénonce un rapport partiel et met en cause la validité des statistiques de l'ONU. Selon cette instance, tous les citoyens mauritaniens, sans aucune distinction, participent au développement du pays.

L.W./Agences

## Libye Treize blessés soignés en Italie après un attentat

L'ITALIE a organisé le transport et l'hospitalisation de 13 Libyens blessés le 5 mai dans un attentat à Misrata, à l'est de Tripoli, a annoncé le ministère italien des Affaires étrangères. Cette hospitalisation d'urgence s'est faite à la demande du gouvernement d'union nationale libyen soutenu par la communauté internationale, a indiqué le ministère dans le communiqué. «L'assistance italienne aux blessés libyens représente un signe de solidarité et un soutien concret au gouvernement d'union nationale et aux nouvelles institutions libyennes impliquées dans la stabilisation du pays», a commenté la ministre de la Santé, Beatrice Lorenzin. La dernière opération d'assistance de ce type avait été organisée en janvier 2015 pour 15 Libyens.

R.M.



Irak

# Attaque suicide dans une raffinerie de gaz au nord de Bagdad

■ Des kamikazes ont mené tôt hier une attaque dans une raffinerie de gaz au nord de Bagdad, faisant au moins sept morts et mettant le feu à des réservoirs de gaz, ont indiqué des responsables.

Par Ali O.

L'attaque n'a pas été immédiatement revendiquée mais elle porte la marque du groupe jihadiste État islamique (EI), qui a perdu du terrain face aux forces de sécurité irakiennes au cours des derniers mois.

Huit kamikazes se sont introduits dans la raffinerie de Taji (à 20 km de la capitale) en faisant exploser une voiture piégée à l'une de ses entrées, selon un communiqué du porte-parole du ministère de l'Intérieur Saad Maan.

Certains des assaillants ont déclenché leur ceinture explosive tandis que d'autres ont été tués par des coups de feu, a-t-il précisé ajoutant que les explosions avaient provoqué des incendies dans trois réservoirs de gaz.

L'attaque a eu lieu vers 06H00 locales (03h00 GMT). Des images montrent d'énormes colonnes de fumée s'élevant des lieux mais le feu a été maîtrisé selon le Commandement des

opérations.

Au moins sept personnes ont été tuées et 22 blessées, d'après des responsables des services de sécurité et de santé.

Selon le gouvernement irakien, l'EI ne contrôle plus que 14% du territoire alors qu'il en avait conquis 40% en 2014.

Mais le groupe jihadiste a intensifié ses attaques derrière les lignes de front, faisant exploser des voitures piégées contre la population civile ou s'introduisant dans des sites sensibles avec des commandos suicide.

«Daech (acronyme arabe de l'EI) prend pour cible désormais les populations civiles dans les villes alors qu'il a perdu la bataille



Ph. &gt; D. R.

sur le front», explique le colonel Mohamed al-Bidhani, de la cellule de guerre en charge des médias qui fournit des informations sur la lutte contre les jihadistes. Samedi, huit kamikazes de l'EI se sont introduits dans Amriyat al-Fallouja, tuant cinq personnes dans cette localité tenue par les forces gouvernementales à 50 km au sud-ouest de Bagdad, qui sert de base pour les opérations dans la ville voisine de Fallouja, aux mains de l'EI.

Le groupe jihadiste a également revendiqué une série d'attentats à la bombe ayant fait mercredi une centaine de morts à Bagdad.

Yémen

## 25 recrues de la police tuées dans un attentat revendiqué par l'EI

Au moins 25 recrues de la police au Yémen ont été tuées et 60 blessées hier dans un attentat suicide visant un centre de recru-

tement du sud-est du pays, selon un responsable et des sources médicales.

Le groupe jihadiste État islamique (EI) a rapidement revendiqué l'attentat perpétré contre un centre de la police près de Moukalla, chef-lieu de la province du Hadramout, d'où les jihadistes d'Al-Qaïda avaient été chassés le 24 avril.

Un kamikaze s'est infiltré parmi des dizaines de jeunes rassemblés dans un centre de recrutement à Fuwah, dans la banlieue sud-ouest de Moukalla, où il a actionné sa ceinture explosive «tuant au moins 25 personnes et faisant plusieurs blessés», a déclaré à l'AFP un responsable provincial.

Des sources médicales, interrogées par l'AFP, ont confirmé la mort d'au moins 25 jeunes, ajoutant qu'«environ 60 autres ont été blessés, dont certains gravement».

L'EI, de plus en plus actif dans le sud du Yémen, a indiqué qu'un de ses combattants, identifié comme état Abou al-Baraa al-Ansari, avait mené l'attentat suicide contre «les apostats des forces de sécurité, faisant environ 40 morts et des dizaines de blessés».

Il s'agit de la deuxième opération revendiquée dans ce secteur par l'EI qui n'avait pas auparavant fait acte de présence dans la vaste province du Hadramout, l'un des principaux bastions d'Al-Qaïda, fortement implanté depuis des années dans le sud et le sud-est du Yémen.

Jeudi, l'EI avait revendiqué une attaque meurtrière contre l'armée yéménite à Khalf, à l'est de Moukalla, où trois attentats suicide à la voiture piégée avaient fait, selon un responsable militaire, au moins 15 morts. Le Yémen est en proie au chaos depuis l'entrée en septembre 2014 dans la

capitale Sanaa de rebelles chiites Houthis, accusés par l'Arabie sunnite de liens avec l'Iran chiite. Ces insurgés ont ensuite pris le contrôle d'autres régions, dont certaines ont été reprises par l'armée, principalement dans le sud. Le conflit s'est aggravé avec l'intervention en mars 2015 d'une coalition militaire arabe, conduite par Ryad, en soutien au gouvernement internationalement reconnu.

Les jihadistes d'Al-Qaïda et ceux de l'EI en ont profité pour renforcer leur emprise sur le sud et le sud-est du Yémen.

Les attaques, revendiquées ou attribuées à des groupes jihadistes, contre des symboles de l'État se sont multipliées ces derniers mois dans le sud, dans une apparente tentative d'entraver les efforts du gouvernement de remettre sur pied l'armée et les forces de sécurité.

S. L.



## Points chauds

### Réconciliation

Par Fouzia Mahmoudi

Conscients de l'impasse dans laquelle ils se trouvent désormais les cadres du parti Républicain américain semblent décidés à essayer de tendre la main à leur candidat (quasi) officiel pour la présidentielle de novembre prochain, Donald Trump. Et si la direction du parti a tenté durant de nombreux mois de barrer la route à l'encombrant candidat milliardaire, sans succès, aujourd'hui le pragmatisme commence à faire place à l'antagonisme. Trump de son côté veut également réparer sa relation avec le parti Républicain après une campagne interne violente. Il est arrivé jeudi à Washington pour y rencontrer les chefs du parti qui hésitent encore à le soutenir à la présidentielle. La rencontre avec le président de la Chambre des représentants, Paul Ryan, est «un pas très positif vers la réunification» du parti, ont affirmé les deux hommes dans un communiqué commun. «Bien que nous soyons honnêtes sur nos différences, nous avons constaté qu'il y avait aussi beaucoup de sujets sur lesquels nous avons des terrains d'entente», précise le texte publié après leur rencontre. «C'était notre première rencontre, mais un pas très positif vers la réunification», ont estimé les deux responsables. «Les États-Unis ne peuvent pas se permettre quatre années supplémentaires d'une Maison-Blanche Obama, ce que Hillary Clinton représente. C'est pourquoi il est crucial que les républicains se rassemblent autour de nos principes communs, promeuvent un programme conservateur, et fassent tout leur possible pour gagner cet automne», ont ajouté les deux hommes, apparemment désireux d'apaiser les tensions et d'atténuer, au moins en public, leurs divergences – même si Paul Ryan n'a pas encore formellement apporté son soutien à Donald Trump. La réconciliation prendra du temps, a noté Paul Ryan. Elle «ne se fera pas en 45 minutes», a-t-il expliqué jeudi lors de sa conférence de presse hebdomadaire. La rencontre, événement politico-médiatique, s'est tenue dans les locaux du Parti républicain, sous l'égide de son président Reince Priebus qui, fataliste, s'était rallié dès la semaine dernière à Donald Trump. Des dizaines de journalistes et de manifestants démocrates cernaient l'immeuble, à deux pas du Capitole, où Donald Trump a également rencontré d'autres responsables républicains de la Chambre. Le milliardaire new-yorkais se trouvait maintenant de l'autre côté de la colline du Capitole, pour y rencontrer le chef de la majorité sénatoriale, Mitch McConnell, qui a apporté un soutien sans enthousiasme au vainqueur des primaires. Reste à savoir si les soutiens des pontes de son parti seront suffisants pour faire le poids avec la probable candidate choisie par le camp Démocrate, Hillary Clinton. Il serait aussi intéressant de voir si un soutien des Républicains pourrait nuire à Trump qui a jusque-là largement profité de la mise au ban dont il a été victime jusqu'à aujourd'hui pour affirmer son statut de candidat hors système. Une étiquette qui lui a été très favorable jusqu'à aujourd'hui et qui est certainement l'une des plus importantes raisons de son succès inattendu et sans précédent.

F. M.

Bangladesh

## Meurtre de deux militants LGBT

Un islamiste présumé a été arrêté par la police du Bangladesh dans le cadre de l'enquête sur le meurtre de deux militants du mouvement gay, lesbien et trans-genre (LGBT), a annoncé la police hier.

Le Bangladesh connaît ces derniers temps une vague d'assassinats de blogueurs, de défenseurs de la laïcité ou de membres de minorités religieuses. Fin avril, Xulhaz Mannan, figure du mouvement LGBT du Bangladesh, et Mahbub Tonoy, un autre militant, avaient été tués à coups de machette à Dacca par un commando de tueurs se revendiquant de la branche bangladaise d'Al-Qaïda.

Selon la police, l'homme arrêté est membre d'une organisation islamiste qui a été accusée d'avoir joué un rôle dans cette série de meurtres. Nous avons arrêté un homme en relation avec le meurtre de Xulhaz Mannan, a déclaré à l'AFP Maruf Hossain

Sorder, porte-parole de la police de Dacca. C'est un membre de l'Ansarullah Bangla Team, a-t-il dit. Selon la police, il s'agit de Shariful Islam Shihab, 37 ans. La branche bangladaise d'Al-Qaïda dans le sous-continent indien (Aqis) a revendiqué les deux assassinats, accusant les deux hommes d'avoir œuvré à la promotion de l'homosexualité au Bangladesh. Le gouvernement, cependant, a accusé des islamistes locaux d'être derrière ces attaques. La série de crimes a suscité la colère et la condamnation de la communauté internationale. Washington a condamné l'assassinat des deux militants LGBT qui travaillaient pour l'USAID, l'Agence américaine pour le développement international.

Des dizaines de meurtres de blogueurs, d'intellectuels, d'étrangers et de membres de minorités religieuses, dont des soufis, des chiites, des hindous, ou des chré-

tiens, ont été attribués ces dernières années aux islamistes extrémistes.

Le corps d'un moine bouddhiste tué à la machette a ainsi été retrouvé samedi dans un temple de Bandarban, dans le sud-est de ce pays à majorité musulmane. Un responsable local de la police, Anisur Rahman, a déclaré hier à l'AFP que deux réfugiés musulmans de l'ethnie Rohingya, qui ont fui les persécutions en Birmanie, et un membre de l'ethnie Chak à laquelle appartenait le moine avaient été interpellés dans le cadre de l'enquête.

Les autorités du Bangladesh, un pays laïc, nient avec constance que des groupes islamistes inspirés de l'étranger soient actifs sur leur territoire. Mais les analystes estiment que la longue crise politique qu'il traverse a radicalisé l'opposition, et que les islamistes y sont un danger croissant.





Film d'animation dédié au conte africain

# Projection à Alger de «Tales of Africa»

■ L'avant-première du long métrage d'animation «Tales of Africa», une synergie créative de jeunes cinéastes africains conçue et produite en Algérie, a été présentée samedi soir à Alger, offrant au regard un panorama exhaustif des récits traditionnels africains.

Par Adéla S./APS

Sur une idée et une conception de Djilali Beskri remontant au 2<sup>e</sup> Festival panafricain d'Alger (5-20 juillet 2009), «Tales of Africa», présenté devant un public nombreux à la salle du cinéma «Algeria», est une collection de films d'animation appelée encore à s'étendre pour réunir l'ensemble des pays africains dans une œuvre artistique dédiée à la culture et à la sagesse des peuples d'Afrique.

Six courts-métrages d'une moyenne de 13 mn chacun, ont constitué la première série de cette grande collection cinématographique à l'intitulé de «Tales of Africa-part 1», mettant en valeur les récits traditionnels de la République démocratique du Congo, le Cameroun, le Bénin,

le Burkina Faso, le Mali et le Sénégal, représentant ainsi l'Afrique centrale et de l'Ouest.

Cette mosaïque de contes réalisée essentiellement en 2D et autres techniques cinématographiques, a été marquée par l'originalité de ses contenus et la fraîcheur de ses dessins aux couleurs vives et au graphisme naturel donnant lieu à un travail professionnel accompli avec amour et passion par Jérémie Nsingi, Wakili Akehane, Louiza Beskri, Nabaloum Boureima, Narcisse Youmbi, Ismael Diallo et Abib Cissé,

Formés dans les ateliers de Dynamic Art Vision, producteur du projet en collaboration avec l'Agence algérienne pour le rayonnement culturel (Aarc), les jeunes réalisateurs ont réussi à établir des passerelles entre les peuples à travers les us et cou-



tumes de chacun de leurs pays respectifs.

«Le but de cette formation est de permettre à ces jeunes réalisateurs, auxquels on a cru, de travailler ensemble et de leur donner les outils et les moyens techniques nécessaires à leurs projets», a déclaré Djilali Beskri.

Unis par le personnage principal de «Papa Nzenu», un griot contemporain tout de blanc habillé, les pays concernés par cette première série, vont l'accueillir, muni de son bâton de pèlerin et dont la charge de

raconter leurs récits respectifs lui revient.

Jouant au «Nved» (instrument à cordes aux sonorités cristallines possédant trois caisses), «Papa Nzenu», en parfait pédagogue, va alors étaler dans les récits qu'il racontera, la sagesse africaine, à travers la morale et les valeurs ancestrales, comme pour rappeler à l'ordre le monde actuel, en perte effrénée d'humanisme, de loyauté et de toute notion du vivre ensemble.

La confiance en soi dans «Shamazulu», le respect de la

parole donnée dans «Le chasseur et l'antilope», vivre du fruit de son labeur, les méfaits de la médisance et la force de la vie en communauté dans «Les trois vérités», avoir souvent besoin de plus petit que soi dans «Malika et la sorcière», la valeur d'un geste bien intentionné dans «Le cadeau» et la nécessité de garder espoir dans «Le lutteur», sont autant de récits aux messages riches en enseignements.

L'élan narratif du vieux sage donnant toute son ampleur à l'oralité africaine, le monde matériel s'est progressivement effacé, laissant venir l'accomplissement de soi et l'apaisement de ses tourments par la morale et toutes les valeurs ancestrales qu'elle incarne.

En présence du ministre de la Culture, Azzedine Mihoubi, de personnalités représentant les corps diplomatiques accrédités à Alger de quelques pays africains et d'élus locaux, le long métrage d'animation «Tales of Africa-part 1» a été présenté au public par son directeur artistique Djilali Beskri qui a tenu à mettre en valeur le travail «remarquable» de tous ses collaborateurs, notamment celles et ceux des directions littéraire, de post-production et d'animation.

A. S./APS

17<sup>e</sup> Festival européen en Algérie

## L'ensemble «Romanian Trio» revisite des chefs-d'œuvre de la musique de chambre

Un concert de musique classique revisitant les œuvres de compositeurs contemporains et les grandes compositions de musique de chambre a été animé samedi soir à Alger par l'ensemble «Romanian Trio».

Représentant la Roumanie au 17<sup>e</sup> Festival culturel européen en Algérie, qui se poursuit depuis lundi à Alger et dans d'autres villes du pays, le «Romanian Trio» a présenté un spectacle intitulé «Chefs-d'œuvre de la musique de chambre», des compositions nées à l'époque baroque destinées à être jouées dans les demeures des nobles.

Ce trio composé de Serban Mereuta au violon, de Filip Papa au violoncelle et de Radu Postavaru, un des plus remarquables chefs d'orchestre roumains, au piano, a enchanté le public de la salle Ibn-Zeydoun par la justesse et la dextérité du jeu, le choix d'un répertoire léger, parfois festif, propre à la musique de chambre.

Les musiciens de ce trio, formé récemment, ont revisité des œuvres de compositeurs contemporains tels que Vincent Russo, ou Kensaku Tanikawa en plus de pièces retravaillées de compositeurs classiques et

réadaptées à la configuration instrumentale de l'ensemble. Inauguré lundi, le 17<sup>e</sup> Festival culturel européen en Algérie se poursuit jusqu'au 21 mai avec des projections de films et des pièces de théâtre pour le jeune public, et des concerts de jazz, de hip-hop, et de musique classique.

Après des projections cinématographiques à Tizi Ouzou et Béjaïa et un concert de jazz animé par les autrichiens Michaela Rabitsh et Robert Pawlik à Annaba, les organisateurs prévoient également un spectacle musical dans la ville d'Oran.

F. G.

### RENDEZ-VOUS CULTURELS

Bibliothèque nationale  
Du 14 au 16 mai :

Des artistes et professionnels algériens et étrangers prendront part à un colloque sur les arts et les littératures africaines. Ce colloque est organisé par l'Agence algérienne pour le rayonnement culturel.

La Coupole d'Alger  
(Complexe olympique  
Mohamed-Boudiaf)

2 juin :  
Le rappeur Maître Gims anime un spectacle

Chaâbi, hawzi, rai, kabyle...

## La chanson algérienne savourée à Londres

Des chanteurs algériens ont animé samedi à Londres une soirée artistique durant laquelle ils ont gratifié des membres de la communauté algérienne d'un programme musical aussi riche que diversifié en genres, mêlant chaabi, hawzi, rai, kabyle et chanson algéroise.

Durant plus de quatre heures, Nadia Benyoucef, Réda Rudy, Abdelhamid El Bahi et cheb Nassim ont réussi à captiver les Algériens de Londres, qui sont venus presque tous en famille, en leur présentant de grands titres puisés dans le répertoire musical algérien dans toute sa richesse.

La soirée a commencé avec un répertoire chaabi, qu'El Bahi a ouvert avec «ya habibi ya Mohammed», suivi de plusieurs titres à succès de ce genre musical.

Avec des youyou, les femmes ont créé une ambiance festive semblable à celle des fêtes traditionnelles du «bled», avec un brin de nostalgie.

El Bahi qui vit à Londres depuis 12 années, est considéré comme «l'ambassadeur de la chanson chaabi» au Royaume-Uni. Des membres de la communauté algérienne ont souligné à l'APS qu'en l'écoutant chanter, c'est toute la partie de leur vie passée en Algérie qui revient.

Riad Rudy, a quant à lui, fait redécouvrir les plus beaux succès de la chanson kabyle, en interprétant des anciens chefs-d'œuvre de Cheikh El Hasnaoui, Slimane Azem, Cherifa, Idir, Djamel Allam, Maatoub Lounes, et certaines de ses propres chansons, telles que «tamourthiw» (mon pays), que le public a accueilli avec des applaudissements.

Cheb Nassim était, de loin, la vedette de la soirée. Il a réussi à faire vibrer la scène et toute la salle avec des chansons rai.

Connu et adulé par la communauté algérienne de Londres où il vit depuis 23

ans, Cheb Nassim, n'a toutefois pas coupé les ponts avec son pays natal, puisqu'il a participé durant 8 ans consécutifs au festival du rai en Algérie.

L'entrée en scène de la diva de la chanson algéroise, Nadia Benyoucef, vêtue d'une tenue traditionnelle de couleurs vives, a été applaudie chaleureusement.

Elle était la seule artiste de la soirée à se déplacer de l'Algérie pour se produire à Londres, pour la deuxième fois, après un premier concert il y a 20 ans.

«C'est toujours un réconfort moral pour moi de retrouver la communauté algérienne à l'étranger, à qui l'Algérie manque. C'est aussi un grand plaisir de chanter à un public passionné de sa culture et de sa musique», a-t-elle dit.

Nadia Benyoucef, qui a intégré le monde de la chanson en 1973 alors qu'elle n'avait que 15 ans, a effectivement réjoui le public avec sa belle et puissante

voix, en interprétant des chants religieux, du hawzi et quelques «chansonnettes algéroises», comme elle aime les appeler.

Le public présente à émis le vœu de voir ce genre de soirées se répéter plus souvent, car elles lui permettent de revivre des émotions ressenties en Algérie, avant de quitter le pays et s'installer au Royaume-Uni.

Certaines personnes présentes à la soirée ont regretté le peu d'activités culturelles algériennes à Londres.

A leur bonheur, un autre concert tout aussi varié, est prévu le 22 mai à Londres, avec les chanteurs Cheb Nassim, Stati, Moussa Maher, Fatteh Jouadi et Hicham Masrar.

Le 2 juin, l'icône de la chanson arabo-andalouse, la chanteuse algérienne, Beihdja Rahal, se produira également à Londres, invitée en association avec l'ambassade d'Algérie au Royaume-Uni.

Racim C.



## Coup-franc direct

Le bricolage continue à l'EN

Par Mahfoud M.

Il semblerait qu'aucune stratégie n'est adoptée au sein de la Fédération algérienne de football en ce qui concerne la sélection nationale, surtout que le staff technique reste sans capitaine à bord. En effet, le patron de la FAF ne semble pas inquiet du tout et ne veut pas prendre des dispositions quant à l'avenir en engageant un entraîneur. Certes, des bruits circulent qu'il aurait contacté tel ou tel entraîneur, mais concrètement rien n'est fait et il n'y a aucun engagement. Le bricolage continue donc au niveau de la FAF qui ne semble pas avoir appris les leçons des années précédentes. Le plus grave est que rien n'est fait au niveau des sélections de jeunes qui devraient être l'avenir de notre football et avoir l'attention particulière de la part de nos dirigeants. Malheureusement, rien de cela n'est fait et ces jeunes sont livrés à eux-mêmes sans aucune attention ni même intérêt. Raouraoua réserve toute son énergie à l'équipe première et oublie que les jeunes sont, eux, l'avenir. Il n'est plus possible d'attendre à chaque fois l'aide des émigrés et des joueurs expatriés, sachant que tout a une fin et il se pourrait qu'il ne puisse plus compter sur leur soutien dans les années à venir. **M. M.**

### Coupe d'Algérie de basket-ball (demi-finales) GSP-US Sétif en finale

LE GS PÉTROLIERS a rejoint l'US Sétif en finale de la coupe d'Algérie de basket-ball, seniors messieurs, en s'imposant sur le fil face à une héroïque équipe du NA Hussein-Dey (88-85), en demi-finale disputée samedi à la coupole du Complexe olympique Mohamed-Boudiaf.

Dans un match marqué par beaucoup d'animosité et d'agressivité dans le jeu, avec notamment une décision d'arbitrage litigieuse lors de la dernière action de la rencontre, c'est le GS Pétroliers qui a pris le meilleur départ, en s'appuyant sur ses points forts à savoir le jeu rapide en transition et ses pivots de grandes tailles en attaque placée, parvenant à conclure les deux premiers quarts temps à son avantage : (21-18) au premier, et (48-42) à la mi-temps.

Au retour des vestiaires, les Pétroliers emmenés par Mohamed Harat (27 points) sont parvenus à maintenir l'écart et terminer le 3<sup>e</sup> quart temps avec un avantage de six points (68-62). Dans le dernier quart, c'est le meneur de poche du NAHD, Zaki Guermat, auteur d'un match héroïque avec 30 points au compteur, qui sonne la révolte des siens en enchaînant les paniers à trois points, permettant à son équipe d'égaliser (85-85) à une minute trente secondes de la fin du match.

C'est ensuite au tour de Hocine Gaham (GSP) de briller lors de la dernière minute du match inscrivant un shoot à deux points décisif en sortie de temps mort, qui permet de donner 2 points d'avance à son équipe (87-85) à 18 secondes du terme.

Balle de match en main, les joueurs du NAHD par manque de lucidité ont laissé filer la qualification en perdant la possession du ballon à 7 secondes du coup de sifflet ne parvenant même pas à prendre un dernier tir pour égaliser ou passer devant. Les Pétroliers, tenants du trophée depuis 2011, concluent le match avec un lancer franc réussi de Halim Kaouane qui offre la victoire à son équipe (88-85).

L'entraîneur du GS Pétroliers, Bilal Faïd, s'est montré soulagé après la qualification de son équipe, qui, selon lui, a très mal géré la fin de match laissant le

NAHD revenir dans la partie. «C'est pas la première fois que nous laissons l'adversaire revenir dans le match après avoir dominé toute la rencontre, je m'attendais au retour du NAHD, qui a fait un énorme match, dans le dernier quart. Mes joueurs sont restés concentrés jusqu'à la dernière minute pour arracher la qualification», a déclaré Faïd.

De son côté, le coach du NA Hussein-Dey, Djamel Rekik, très déçu après l'élimination de son équipe, a estimé que le manque de lucidité et surtout d'expérience lors de la dernière possession de balle a coûté la qualification aux Sang et Or.

«Nous avons très mal géré la dernière possession de balle, qui devait revenir à Guermat, mais je pense que c'est un joueur du GSP qui a fait sortir la balle et la remise en jeu devait nous revenir.

L'arbitre en a décidé autrement, félicitations au GSP pour sa qualification», a déclaré Rekik. La première demi-finale, toute aussi disputée, qui s'est également déroulée samedi à la coupole, a vu la qualification de l'US Sétif au dépend du NB Staoueli sur le score de 80 à 75 (mi-temps : 35-35).

### Volley-ball/Coupe d'Algérie 2016 (Finale dames) Le GSP plus fort

LE MANQUE d'expérience a été fatal au NR Chlef en finale de la 49<sup>e</sup> édition de la Coupe d'Algérie (seniors/dames) de volley-ball, disputée samedi à la salle Harcha-Hacène (Alger) et remportée finalement par le GS Pétroliers (3-0).

Les jeunes Chéliennes n'avaient, en effet, rien à envier aux Pétrolières sur le plan de l'envie, de la détermination et de la qualité de jeu, sauf qu'elles n'ont pas géré les tournants décisifs de cette finale aussi bien que leurs homologues algéroises. «Nous avons fait un bon match dans l'ensemble, et je suis satisfait du rendement de mes joueuses.

La seule chose dans laquelle elles ont plus ou moins pêché, c'est la gestion des moments forts de la rencontre, et c'est cela qui a fait la différence», a

estimé le coach du NRC, Khaled Medjber. Le NRC a en effet opposé une farouche concurrence au GSP, particulièrement pendant les deux premiers sets, marqués par des scores étriqués: (8-6), (12-12), (16-12), (18-18), (22-20) et même (23-23), avant des s'effondrer au finish. Les protégées du coach Medjber avaient même dominé l'entame du 3<sup>e</sup> set, menant (3-2), puis (5-2) avant de subir le retour dévastateur du GSP, ayant encore une fois fait la différence dans la dernière ligne droite.

«Les Chéliennes ont été très coriaces et nous ont posé de gros problèmes, tout au long de cette rencontre, mais à aucun moment nous n'avions douté. J'ai même évité d'exercer la moindre pression sur mes joueuses, pour ne pas les perturber», a expliqué l'entraîneur

USM Alger

## Le départ de Hamdi demandé

■ Tout porte à croire que le coach de l'USM Alger, Miloud Hamedi, ne continuera pas l'aventure avec son club, malgré le fait d'avoir remporté le titre de champion, le septième de l'histoire du club, et ce, après les dernières contre-performances qui ont pratiquement gâché la fête.

Par Mahfoud M.

Ainsi, le driver des Rouge et Noir est fortement décrié par les fans qui n'ont pas accepté ce grave relâchement lors de ces dernières journées, notamment cette lourde défaite lors du derby algérois face à l'USM El Harrach, sur le score sans appel de (3/0). Les supporters de la formation algéroise ne comprennent pas comment une équipe, déclarée champion d'Algérie à trois journées de la fin du championnat, se fasse malmené par une équipe qui a souffert le martyre lors des dernières semaines, au point où les joueurs harrachis ont déclenché une grève pour protester contre le non-paiement de leurs salaires de plusieurs mois. Les inconditionnels de Soustara pensent que Hamedi n'a plus rien à faire à l'USMA et se doit de faire ses valises dès maintenant. Ils demandent à la direction de chercher un autre entraîneur qui aurait l'envergure qu'il faut pour prendre en main une équipe dans les ambitions grandissent. Il faut, en effet, savoir que l'USMA renouera, la saison prochaine, avec la Ligue des champions d'Afrique qu'elle souhaite



Hamdi, le mal-aimé

remporter cette fois-ci, après avoir raté le coche en finale il y a de cela une année. Les dirigeants mettront certainement le paquet pour tenter de se reprendre cette saison et gagner un autre titre, tout en se qualifiant à la phase des poules de la Ligue des champions. Des noms

de coaches se murmurent, sans que la direction ne confirme ou n'infirme. On parle avec insistance du Bosnien Susic qui aurait été approché par les responsables du club algérois, sans que ce dernier ne donne sa réponse. **M. M.**

### Equipe nationale de football Bougherra souhaite que la FAF engage un grand coach

L'ancien capitaine de la sélection algérienne de football, Madjid Bougherra, a affirmé samedi à Alger que les Verts ont besoin d'un coach de renom pour remplacer le Français Christian Gourcuff qui a quitté la sélection en avril dernier. «Aujourd'hui, nous avons la chance d'être une grande nation de football. Nous ne devons pas engager n'importe qui. Il y a plusieurs entraîneurs qui rêvent de

diriger la sélection algérienne, cette dernière a pris une dimension mondiale et reste médiatisée grâce aux bons résultats décrochés ces dernières années», a déclaré Bougherra à la presse au stade de Dar El Beïda, en marge de la phase finale de la Copa Coca-Cola, tournoi réservé aux jeunes de moins de 15 ans. Gourcuff, arrivé à la tête du club Algérie en août 2014 en remplacement du

Bosnien Vahid Halilhodzic, a décidé de quitter son poste à l'amiable à l'issue de la dernière double confrontation face à l'Éthiopie (aller 7-1, 3-3) disputée en mars dernier dans le cadre des qualifications de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2017. «Je n'ai pas un nom précis à proposer. Le président de la Fédération algérienne (FAF) Mohamed Raouraoua est en train de travailler discrètement sur le dossier du futur sélectionneur, ce qui est une bonne chose. Le plus important est que le prochain coach aura une bonne relation avec les joueurs», a-t-il ajouté. Evoquant la prochaine sortie de la sélection, le 2 juin prochain en déplacement face aux Seychelles comptant pour la 5<sup>e</sup> journée des qualifications de la CAN-2017, Bougherra a estimé que la victoire était dans les cordes des joueurs. «Je pense que le match face aux Seychelles sera à notre portée tout en respectant l'adversaire. C'est une opportunité aux nouveaux joueurs locaux sélectionnés (Demmou et Bendebka, ndlr) de s'imposer. Ils n'ont rien à craindre d'autant que les nouveaux venus ont toujours été bien accueillis. Personnellement, j'ai intégré la sélection tout timide, mais au fil du temps je me suis fondu dans le groupe», a-t-il ajouté. Bougherra (33 ans) avait mis fin à sa carrière avec la sélection à l'issue de la dernière CAN-2015 disputée en Guinée équatoriale.



des Pétrolières, Kamel Rabia. Un coaching judicieux, puisque les coéquipières de Salima Hammouche ont évolué dans des conditions favorables, grâce auxquelles elles sont imposées (25-22, 25-23, 25-13). Malgré la défaite, l'entraîneur du NRC est resté positif, considérant qu'«avoir une jeune équipe, qui a de l'avenir». Côté Pétroliers, Rabia s'est dit «très heureux de remporter cette Coupe», la 9<sup>e</sup> consécutive depuis 2008 et la 26<sup>e</sup> en incluant le palmarès de l'ex-MC Alger.



# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejournalalgerie.com>

Disponibilité des produits durant le ramadhan

Le ministère du Commerce se veut rassurant

ALORS que le ramadhan n'est pas encore arrivé, les ministres multiplient les déclarations. A croire que les Algériens ne consomment que pendant ce mois et restent sur leur faim le reste de l'année. Après le ministre de l'Agriculture qui a affirmé que «toutes les mesures réglementaires ont été prises en vue d'assurer la disponibilité des produits agricoles sur les marchés», le ministère du Commerce a, pour sa part, indiqué hier que d'importants stocks de produits alimentaires de base ont été constitués. Le mois de ramadhan s'installe déjà dans les esprits à quelques jours de son échéance effective. Sachant la boulimie qui s'empare des consommateurs, les autorités ont préparé les stocks de denrées alimentaires susceptibles de réguler le marché en vue de prévoir tout déséquilibre entre l'offre et la demande, lequel déséquilibre serait préjudiciable au pouvoir d'achat du citoyen. Le gouvernement a annoncé une série de mesures pour ce mois sacré, notamment en ce qui concerne les produits alimentaires qui seront disponibles et avec des prix à la portée des citoyens. Afin d'assurer un «approvisionnement satisfaisant», d'importants stocks de produits alimentaires de base ont été constitués, comme chaque année, par les offices publics de régulation alimentaire durant le ramadhan, a indiqué, hier à Alger, un responsable de ce ministère. Cinq réunions regroupant ce ministère avec ces offices de régulation et des unités de production (Oaic, Onil, Onilev, Giplait, Agrodiv...) se sont tenues depuis mars dernier, afin de s'assurer de la disponibilité des produits alimentaires durant le ramadhan qui débutera la première semaine de juin, a souligné le directeur général de la régulation et de l'organisation des activités auprès du ministère du Commerce, Abdelaziz Aït Abderrahmane. «Ces quantités viennent renforcer l'approvisionnement normal du marché. Il s'agit de quantités complémentaires pour satisfaire la demande durant ce mois», a-t-il assuré lors d'une rencontre consacrée à la présentation du dispositif arrêté pour le ramadhan. Ainsi, l'Office algérien interprofessionnel des céréales (Oaic) a constitué, jusqu'à fin avril dernier, un stock de plus de 2,1 millions de tonnes (t) de blé tendre, destiné notamment à la fabrication du pain et de la pâtisserie, et de 1,4 million t de blé dur, soit des quantités qui couvriront une durée de plus de 200 jours (plus de 6 mois). En ce qui concerne les légumes secs, cet office dispose de 2 760 t de pois chiches, 1 305 t de riz, 645 t de lentilles et de 2 738 t de haricots blancs. Pour le lait et les produits laitiers, l'Office national interprofessionnel du lait (Onil) a aussi renforcé ses stocks pour satisfaire la forte demande en lait pasteurisé habituellement expri-

mée durant le ramadhan. A fin mars 2016, cet office disposait de 57 099 t de poudre de lait importée et destinée exclusivement à la fabrication du lait pasteurisé conditionné en sachet cédé au consommateur au prix administré de 25 DA le litre. «Ces quantités assureront la couverture de 110 jours (depuis mars), soit jusqu'au 5 juillet prochain», a précisé M. Aït Abderrahmane, soulignant que d'autres quantités de plus de 12 000 t arriveront prochainement pour couvrir la demande jusqu'à octobre prochain. Des quantités de 7 670 t de poudre de lait sont distribuées mensuellement pour le groupe public Giplait, qui gère 15 laiteries couvrant 49% de la demande nationale, et de 7 396 t pour les 102 laiteries privées. «De cette manière, il n'y aura aucune perturbation en matière d'approvisionnement», a-t-il assuré. De son côté, l'Office national interprofessionnel des légumes et viandes (Onilev) a constitué, à travers sa filiale Proda, un stock de 13 000 t de viandes blanches, composé de 10 000 t de viandes fraîches et de 3 000 t de viandes congelées. Pour les viandes blanches, le même responsable a affirmé que les prix seraient «abordables» à travers le réseau de distribution de Proda qui compte 114 points de vente implantés au niveau national. En outre, entre 300 et 400 t de viandes rouges locales (ovines et bovines) sont stockées et seront distribuées au même titre que les viandes blanches. Le secteur privé interviendra, quant à lui, avec la commercialisation de 4 680 t de viandes rouges (locales et importées) réparties entre 600 t de viandes bovines congelées désossées, 680 t de viande de buffle congelées découpées, 500 t de viandes bovines congelées découpées, 2 500 t de viandes bovines fraîches sous vide et de 400 t de viandes ovines fraîches en carcasse. Ces quantités seront importées notamment par l'Association nationale des importations des viandes et poissons regroupant 15 opérateurs privés et dont les importations sont effectuées auprès du Brésil, de l'Inde, de la Nouvelle-Zélande et de l'Espagne. Le marché devra connaître un approvisionnement suffisant en produits agricoles frais puisque le mois de ramadhan coïncidera avec la saison des récoltes notamment de la pomme de terre, de l'oignon et de la tomate. Pour assurer une meilleure protection du consommateur, le secteur du commerce va mobiliser des milliers d'agents de contrôle de la qualité et des prix. Le contrôle portera essentiellement sur les produits alimentaires sensibles (viandes, pâtisserie...) et sur les conditions d'hygiène ainsi que sur le respect des prix réglementés (huile, sucre, lait...).

Meriem Benchaouia

en crise à cause de la chute de prix du pétrole  
Le Venezuela au bord de l'explosion



Djalou@hotmail.com

Oran

## Saisie de plus de 10 quintaux de kif

■ Plus de dix quintaux de kif traité et 3 000 comprimés psychotropes ont été saisis par les services de la police judiciaire de la sûreté de wilaya d'Oran, dans une affaire qui a abouti au démantèlement d'un réseau international de trafic de stupéfiants.

Par Said K.

Le contrôleur de police et chef de sûreté de wilaya, Nouasri Salah, a précisé, au cours d'une conférence de presse, que six personnes dont une femme ont été arrêtées dans le cadre de cette affaire et huit véhicules légers et un camion saisis. Il a mis en exergue le caractère international de ce réseau de trafic de drogue, signalant que la drogue provenait des frontières ouest du pays, notamment de Maghnia (wilaya de Tlemcen). La drogue est ensuite acheminée vers la wilaya de Ouargla puis vers le Moyen-Orient et l'Europe. Depuis le début de l'année en cours, quelque 20 quintaux de kif traité ont été saisis par les mêmes services, a-t-il rappelé. Le même responsable a souligné que les comprimés psychotropes connaissent une large diffusion dans certaines zones de la wilaya d'Oran, et tout particulièrement dans la daïra d'Aïn El-Turck.

### Démantèlement d'un réseau national de vol de voitures

Un réseau national de vol de véhicules a été démantelé et 11 véhicules volés ont été récupérés par la police judiciaire d'Oran, a-t-on appris hier du contrôleur de police et chef de sûreté de wilaya, Nouasri Salah. Une enquête menée durant plus de deux mois a permis l'arrestation de deux personnes originaires d'Alger impliquées et à

comprendre le procédé utilisé par le réseau pour voler des véhicules de trois marques précises, a-t-il indiqué lors d'une conférence de presse. Nouasri Salah a souligné que les voleurs de véhicules procédaient à la fabrication de clés des véhicules ciblés et utilisaient également les boîtiers des mémoires de ces véhicules pour les faire démarquer. Le responsable de la sûreté de wilaya d'Oran a ajouté que les deux individus arrêtés, qui étaient recherchés dans le cadre d'autres affaires, utilisaient de fausses identités pour circuler, notant qu'un troisième membre du réseau est en fuite. Par ailleurs, un réseau de vols et trafic international de véhicules a été démantelé par les éléments de la Brigade de recherches et d'investigations (BRI) d'Aïn Témouchent qui ont récupéré neuf voitures de luxe, apprend-on hier de la sûreté de wilaya. L'enquête, diligentée depuis plus de six mois par ce service, a

permis de démasquer les actes criminels de ces individus qui introduisaient en Algérie, depuis les frontières ouest, des voitures volées, après la falsification de leurs documents avec la complicité de fonctionnaires des administrations locales de plusieurs wilayas du pays, précise-t-on. Les membres de ce réseau écoulent ces véhicules à des prix mirobolants au niveau des marchés de voitures de plusieurs wilayas du Centre, Ouest et de l'Est, en utilisant des manœuvres frauduleuses, ajoute-t-on. Certaines voitures font l'objet de recherches par Interpol après le dépôt de plaintes par leurs propriétaires dans certains pays européens. Plusieurs individus, dont des fonctionnaires d'administrations locales de wilaya, sont impliqués dans cette affaire. Certains d'entre eux sont en fuite et ont fait l'objet de mandat d'arrêt, indique-t-on.

S. K./APS

### A partir d'aujourd'hui en Algérie

### Le président serbe en visite d'Etat

LE PRÉSIDENT de la République de Serbie, Tomislav Nikolic, effectuera à partir d'aujourd'hui une visite d'Etat de trois jours en Algérie, à l'invitation du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, indique hier la présidence de la République dans un communiqué. «Cette visite, la première d'un président serbe en Algérie, sera l'occasion pour les deux chefs d'Etat de procéder à un large échange de vues

sur les questions internationales et régionales d'intérêt commun», précise la même source. Le séjour du président Nikolic en Algérie permettra également aux deux parties d'examiner «les voies et moyens d'élargir et d'approfondir leur coopération bilatérale traditionnelle, d'explorer et de développer davantage le partenariat qui s'amorce entre les opérateurs algériens et serbes», ajoute le communiqué. R. N.